

**“Comme
un papier
tue-mouches
dans une
maison
de vacances
fermée”**

La Parole Errante
à la Maison de l'Arbre
9 rue François Debergue
Montreuil 93100



de mai 68 à... CHANTIER

**“Il y a une vie
politique
intense
à l'intérieur
de l'usine”
*Henri Benoît***

Propos recueillis
par Pierre-Vincent Cresceri
et Stéphane Gatti
Rédaction et mise en forme
Benoit Francès

“une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”

Entretien
avec
Henri Benoît

“une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”

Renault à Boulogne-Billancourt, c'est une ville, un monde sur l'île Séguin. Henri Benoît y entre en 50 et devient militant CGT. Lorsqu'arrive mai 68, plusieurs grèves générales organisées par les syndicats ont déjà échoué. L'impatience est attisée. Dans l'usine émergent, difficilement, les revendications propres des OS immigrés, Portugais, Algériens, Marocains, Vietnamiens... Sur les chaînes, ils sont les plus exploités. Des dialogues, des échanges sur les luttes politiques des pays en voie de décolonisation ou engagés dans des guerres de libération nationale se mettent en place. Ils n'ont rien à perdre ; pour eux, « ça passe ou ça casse ». En mai, à travers les grilles bouclées de l'usine, les grévistes discutent avec les étudiants soixante-huitards. Mais les syndicats leur refusent l'entrée. Dans les années qui suivent les accords de Grenelle, ce sera l'agitation permanente : les gauchistes les plus décidés se sont établis pour franchir ces portes qui leur sont restées fermées en mai et rencontrer la classe ouvrière ; ils montent des comités de lutte, critiquent la « collaboration de classe » de la CGT et du PC, poussent à la radicalisation. Jusqu'à 42 000 ouvriers – un bastion du syndicalisme : cette densité politique gênante pour le pouvoir finira, de délocalisations en sous-traitances, par disparaître. La fermeture de l'usine est annoncée en 1989.

“Il y a une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”

Comment êtes-vous arrivé à Renault-Billancourt ?

J’ai été embauché en septembre 50. Auparavant, je travaillais chez Alsthom, j’avais démissionné et j’étais parti dans les brigades en Yougoslavie. Il y avait des brigades de différents pays et je participais à l’une des brigades françaises qui devaient faire l’analyse des événements depuis la rupture de la Yougoslavie avec le Kominform. J’avais des rapports avec des trotskistes. Ils m’ont dit : « Écoute, Henri, il faut que tu reviennes à l’organisation. » J’avais pris, pendant quelque temps, un peu de distance à cause des scissions, auxquelles je ne comprenais pas grand-chose. Je leur ai dit : « Je ne vais pas dans une usine où je serai tout seul. J’en ai marre d’être seul comme trotskiste dans une usine. Je veux aller dans une usine où il y a déjà des trotskistes parce que je ne peux travailler que collectivement. » Ils m’ont dit : « Il faut que tu te débrouilles pour entrer chez Renault. » J’ai rusé et menti avec l’ennemi de classe pour pouvoir y entrer.

5

“une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”

Quelle est l'atmosphère de la régie Renault quand vous y entrez ?

C'est un peu particulier. J'ai fait les grèves de 47, je travaillais chez Alsthom-Lecourbe, et la majorité CGT a refusé de choisir la scission entre FO et CGT en 48. On s'est constitués en syndicat autonome en attendant, comme la FEN, la réunification du mouvement syndical. Je suis un confédéré, je suis pour l'unité syndicale. Au bout de trois ans, je me suis dit que je ne pouvais pas continuer. La scission s'était concrétisée, il n'y avait pas de perspectives. Je ne pouvais pas non plus combattre mes anciens camarades. J'ai profité de mon départ en Yougoslavie pour démissionner sans leur causer de dommages. Quand je suis entré chez Renault, les copains m'ont dit : « Toi, tu es un mensuel. Nous, on est des ouvriers. Ton milieu naturel est celui des mensuels, il faut que tu adhères à FO. » À l'époque, on est sur la ligne lambertiste : il faut constituer une opposition dans tous les syndicats pour l'unification du mouvement ouvrier. J'ai donc adhéré à FO dans cette perspective en 51. Le hasard a fait qu'en 52 il y a eu la grève. En tant que syndiqué FO, j'ai appelé à la grève du 12 février 52, ce qui fait que FO s'est débarrassé de moi. J'étais tout heureux parce que je retournais à mes premières amours qui étaient la CGT. La CGT a été décapitée, il y a eu près de cinq cents licenciements entre février et juin. Avec ma femme qui était au PC à l'époque, nous nous sommes retrouvés à reconstruire la section CGT dans ma catégorie professionnelle, qui, par la suite, s'est transformée en syndicat et dont j'étais membre du secrétariat. J'ai participé aux grèves de 52, 56, 67 et 68.

68, fusion de désirs de révolte

Comment s'est déclenchée la grève chez Renault ? Avec ma femme, nous étions membres du comité exécutif du syndicat CGT, qui regroupait les ouvriers et les mensuels. Il n'y avait pas encore de syndicat pour nos catégories. Nous étions en contact avec l'ensemble des militants qui, bien sûr, étaient essentiellement des militants du PC, mais il y avait aussi des Algériens, des membres du PSU et d'autres qui n'étaient pas au PC. On s'est trouvés dans une situation un peu particulière... Comme toujours, il y a la grève « presse-bouton », et il y a la grève spontanée. Première chose, la semaine qui précède le grand déclenchement de la grève, le comité exécutif de ma section syndicale organise une réunion le jour de la manifestation des étudiants dans Paris. J'ai dit que je ne participerai pas à ce comité exécutif parce que je considérais comme prioritaire l'action qui se déroulait au Quartier latin. Un comité exécutif 7 extraordinaire a alors été organisé le samedi 11 mai pour discuter de ces questions. C'était donc le règlement de compte avec ceux qui étaient solidaires des étudiants. Mais, dans la nuit du vendredi au samedi, la CGT appelle à la grève le 13 mai avec rassemblement à République. Ce qui fait que le comité exécutif s'est transformé non pas en tribunal, mais en occasion de mettre en place le dispositif pour organiser la grève. Tout s'est trouvé balayé, il n'y avait plus de règlement de compte entre membres du PC et gauchistes. Les 14 et 15 mai, il y avait une grande agitation dans l'usine. Le comité exécutif du syndicat se réunissait le 16 mai au soir. Dans la journée du 16 mai, des ateliers avaient déjà débrayé. Je rencontre un camarade du comité exécutif et je lui dis qu'il est annulé parce qu'il y a occupation de l'usine le soir-même. Il a pensé

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

que c'était encore une provocation gauchiste, que je prenais mes désirs pour la réalité. Il ne me croyait pas. En réalité, le comité exécutif s'est tenu, mais à l'intérieur de l'usine occupée.

Contrairement à ce que l'on pense, il n'y a pas eu une occupation massive le premier jour. Ceux qui étaient favorables à la grève rentraient chez eux, il y avait les enfants, la femme, les transports. Il ne restait donc dans l'usine que la plupart des ouvriers algériens qui étaient logés dans les foyers ou ceux qui habitaient la localité et qui avaient eu le temps d'aller prévenir leur famille. J'étais également lié avec les Portugais. Ils étaient dans un mouvement semi-guevariste. Ils étaient du PC portugais, mais oppositionnels parce qu'ils étaient pour l'action armée. Il y avait aussi tous les déserteurs portugais qui travaillaient chez Renault. J'étais très lié avec le camarade qui dirigeait ce groupe de Portugais assez important. On a eu de longues discussions. On s'est trouvés tout de suite dans la grève. On s'est donc retrouvés avec les Portugais et les

8 Algériens pour participer à l'assemblée générale, qui a pris les dispositions pour l'occupation de l'usine. Avec mon syndicat, dont il ne restait que la direction, une douzaine de personnes, on a décidé de boucher toutes les entrées par lesquelles pouvaient se glisser des gens, y compris des cadres ou des non-grévistes. On partait dans les ateliers et l'on amassait des chariots pour éviter l'accès à tel bureau, qui permettait d'arriver à ces grandes concentrations de mensuels. Il allait y avoir une grande assemblée du personnel. Tous ceux qui entraient dans l'usine devaient aller dans l'île Seguin. Dans le secteur où j'étais, on a fermé toutes les portes et, à tous ceux qui se présentaient, on disait qu'il n'y aurait pas de reprise du travail avant la décision qui serait prise dans l'île Seguin. À ce moment-là, tout le monde remontait la rampe qui menait à l'île Seguin. D'autres mensuels, répartis un peu partout – c'est une ville quand même

Renault –, disaient qu'ils étaient d'accord pour faire grève à condition que je vienne faire débrayer les gens. C'est là l'importance d'un événement comme 68, il suffisait de se présenter en disant : « Camarades, il y a une décision qui vient d'être prise d'engager la grève avec occupation de l'usine et vous êtes invités à débrayer. » Les gens qui refusaient de se mouiller au départ étaient pour. C'est spontanément... Ils leur suffisaient d'une étincelle parce qu'il y avait quand même la paralysie, le patron, l'avenir, la profession, la promotion... Il y a un moment où il faut savoir agir et saisir l'opportunité qui correspond à un inconscient, faire devenir conscient ce qui est un désir inconscient de la part des gens. C'est cela que je reconnais d'abord dans 68. Dans ma vie, je n'ai connu que 45, la fin de la guerre – peut-être en partie 47, mais c'était tout à fait différent parce que c'était très à l'arraché –, et puis 53, la grève de la SNCF, où, tout d'un coup, il y a des climats ; 55, la grève de la métallurgie, où ça s'en rapprochait, pendant les vacances au mois d'août. Ils me paraissent être des mouvements, j'allais dire, authentiques, pas suscités par une agitation 9 syndicale. Ce n'était pas : « On se fait une piqure de ciment pour y aller », comme disaient les copains.

68 venait après les déceptions de l'échec des grèves générales menées par les confédérations, en particulier CGT et CFDT. Deux grèves de vingt-quatre heures avec un grand succès mais, comme perspective, rien. Le courant grandissait chez les gens : « Cette fois, il faut y aller un bon coup, jusqu'au bout. Il ne suffit pas de faire des répétitions générales à perpétuité. » C'est en cela que 68 représente pour moi la fusion d'un désir inconscient des gens, une volonté. Les étudiants, de ce point de vue, quoi qu'on dise de ce mouvement, c'était quand même un mouvement de révolte. Il faut se rappeler que la chute du gaullisme, son infléchissement a commencé en 63 – la grève

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

des mineurs de 63 où de Gaulle avait décidé la réquisition des grévistes et où les mineurs ont refusé. C'était le premier échec de De Gaulle, celui qui a amorcé sa chute.

Les OS immigrés prennent la parole

10 Le meeting se tenait dans l'île Seguin, assemblée journalière dans laquelle les syndicats prenaient la parole, à charge pour chacun, dans son atelier et dans sa formation spécifique, d'élaborer un cahier revendicatif. Dans les années précédentes, des consultations du personnel, j'en avais fait à foison. L'imagination était quand même limitée et il ressortait régulièrement les quarante heures, la retraite, les congés payés. Dès le départ, tout naturellement, on a retrouvé comme revendications motrices quarante heures, 60 ans et les congés. À partir de là, les syndicats sollicitaient, sous l'influence, je pense, de la CGT, un cahier revendicatif. Mais ne s'exprimaient que les membres du syndicat, et puis il y a eu des interventions particulières pour les ingénieurs et les cadres. Le centre technique de Rueil, où l'on concevait les véhicules, regroupait des cadres. Ils ont voté la grève pendant vingt-quatre heures seulement après un long débat. À Billancourt, ils étaient complètement noyés, dans la mesure où la plupart étaient hostiles au mouvement. La hiérarchie doit sa promotion à ce que le président-directeur général décida pour eux. C'est classique. C'est la pression de classe.

Mais, la nuit, je circulais dans l'usine, dans les ateliers avec les copains algériens, portugais, et ils m'ont dit qu'ils avaient des revendications spécifiques : « C'est nous qui sommes l'élément moteur dans l'occupation de l'usine. » Le comité d'entreprise leur donnait à bouffer le soir. Les cantines étaient mobilisées

pour cela. Et puis, qu'est-ce qu'on fait chez soi quand on n'a pas de chez soi et qu'on est immigré ? On se retrouve à l'usine avec les copains. Comme disent les immigrés : « ça passe ou ça casse. » Ils sont jusqu'au-boutistes. À partir du moment où l'on s'engage, on ne fait pas des analyses politiques complètes, mais c'est le moment. Il y a un côté radical. Des délégués du personnel CGT me disaient : « Compte tenu de la part que nous avons dans le succès de la grève – c'est nous qui immobilisons la production –, on voudrait quand même faire peur à tous ces gens, ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise à qui l'on donne la parole. On leur permet de s'exprimer, mais, nous, on a des revendications spécifiques et l'on voudrait bien les voir admettre. » Alors ils ont élaboré une plate-forme sur l'alphabétisation, sur la possibilité d'accéder à des catégories supérieures, sur les voyages dans le pays pour les vacances, l'allongement de la période compte tenu de la durée des voyages. Toute une série de trucs spécifiques. Quand ils ont voulu prendre la parole auprès de l'assemblée générale, on leur a dit : « C'est d'accord avec toutes ces revendications. Gardez-les. Elles sont dans les revendications générales. » Mais de là à prendre la parole : « Ça y est, on va donner la parole à des bougnoules et ça va créer des difficultés avec les autres catégories professionnelles. C'est un contenu syndical. Tout le monde est uni. » Et eux ont ressenti cela comme une discrimination. Les éléments les plus avancés, les délégués, pas la masse des ouvriers algériens, marocains. Ils ont ressenti cela comme une rebuffade. 11

Il y a une vie politique intense à l'intérieur de l'usine, notamment avec les immigrés qui importent leurs propres conflits.

Dans le pays, le mouvement de 68 a provoqué un mouvement spontané dans les entreprises où il n'y avait pas de syndicats.

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

Comment peut-on s'organiser quand on se met en grève ? On va tout de suite vers les militants qui décrivent la façon dont on constitue un syndicat. Cela a été un mouvement profond de syndicalisation dans des secteurs inorganisés. Par contre, le mouvement syndical était quand même un mouvement français. Il y avait des émigrés qui étaient désignés, qui étaient délégués. C'était des compromis qui se faisaient avec les organisations nationalistes. C'est une autre cuisine qui se mène. Mais la masse des gens... Je prends le cas du délégué algérien, il faisait des adhésions de masses. Tel délégué algérien a fait cinquante adhésions. C'est pourquoi, par la suite, il y a eu des mouvements spécifiquement OS. Les grèves de 1971, les grèves dans tous les foyers de la région parisienne. Ça a fini par aboutir. Ils ont, pendant des années, alimenté un climat revendicatif à l'intérieur de l'usine, aboutissant même à des grèves dans des ateliers ou des départements où il n'y avait quasiment que les immigrés qui faisaient grève parce qu'ils en étaient la composante essentielle. Aux fonderies, il y avait 80 % d'immigrés.

12 Il y avait comme cela des ensembles. Ce mouvement de 68 a donc drainé la naissance d'un mouvement syndical, mais la fraction, j'allais dire, avancée, politique, confrontée à une grève générale, il y a quand même de quoi s'interroger. Ils disent neuf millions de grévistes. C'est la question du pouvoir qui est posée. Il y avait une prolifération de tracts chez Renault et puis la naissance, chez les éléments les plus avancés, y compris ouvriers, d'une exigence plus grande. J'avais des copains qui avaient fait la révolution de 62, qui étaient repartis en Algérie et qui sont revenus à l'usine pour cause de désaccords en 65. Ça bouge. Toutes les fractions d'extrême gauche s'exprimaient à la porte de l'usine, chassées d'ailleurs par le service d'ordre, à mon avis essentiellement du PC. Pas toujours approuvé. Les gens du PC ont un engagement. Ils n'ont peut-être pas une conviction politique très argumentée, mais il y a une combativité et

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

si le Parti avait décidé qu'on faisait ça, ils le faisaient. Celui qui est convaincu dans une organisation, mais pas seulement au PC, à l'extrême gauche aussi, est volontariste. On pense que l'exemple permettra d'entraîner les gens. C'est plus compliqué que cela. Il y avait une distribution de tracts différents, syndicaux, politiques, de tous les groupes, maos, trotskistes, anarcho-syndicalistes, libertaires. Il y a tout chez Renault. Il y a des LO, des LO minoritaires qui scissionneront pour rejoindre d'anciens anarchistes pour former la Fédération communiste-libertaire. Il y a tout cela dans cette usine. Les maos se sont développés plus tard à partir de l'embauche d'établis qui ont procédé à la constitution de comités de lutte.

Quel rôle a joué le mouvement pour l'indépendance en Algérie dans la mobilisation des travailleurs algériens ?

L'Algérie est indépendante depuis 62. Les Portugais, les Marocains, les Algériens, c'est un mouvement très vivant. Ils sont organisés. Ils sont maintenant indépendants. Pour simplifier les choses, je prends le cas des Algériens. L'Algérie, c'est la France jusqu'en 62. Les Algériens sont baptisés par les Français FMA, Français musulmans algériens. Ils n'ont pas les mêmes droits de vote. Les colons ont le droit à la moitié d'une assemblée et une autre moitié pour des gens qui sont neuf ou dix fois plus nombreux que les colons. Mais ils ont le droit de vote, ils sont français. Il y en a d'autres qui ne le sont pas. Je prends le cas des Marocains ou des Tunisiens. Or, les Marocains et les Tunisiens obtiennent l'indépendance pour avoir déclenché l'action armée avant l'Algérie. Tout ça se retrouve. Ils vivent en symbiose. Pendant la guerre d'Algérie, j'allais dans un coin et je disais à un Algérien : « Dis donc, ton collègue de travail, est-ce que je peux lui faire confiance pour faire une commission ? » « Il est marocain, mais il est d'accord

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

avec nous. » Il y a quand même une certaine solidarité. Et puis la solidarité de classe, ils sont OS. Ils appartiennent aux catégories les plus exploitées, les moins bien classées.

C'est un mouvement spécifique, mais les organisations qui représentent les délégués... Comment sont désignés les délégués ? C'est une liste qui est établie par chaque organisation syndicale. C'est un scrutin proportionnel. Il faut, pour faire voter les gens, qu'il y ait dans les listes la présentation de candidats qui représentent un panel. Chaque syndicat a ses émigrés, jusqu'aux syndicats indépendants qui trouvent toujours un connard dans un coin, un ancien légionnaire abruti qu'ils foutent sur la liste et qui ne représente strictement rien. La CGT a des candidats, mais elle est en concurrence avec le mouvement nationaliste et le nombre de délégués qui vont être élus. Il y a les délégués sur la liste et ceux qui vont être élus. Il y a quand même une bagarre, le PC essayant de favoriser des Algériens ayant une étiquette communiste – pour simplifier. Et puis, il y en a d'autres qui dépendent d'autres formations

14 nationalistes qui, par compromis, sont élus. C'est pareil pour la CFDT. Mais la CGT est largement dominatrice parmi les Algériens syndiqués. Les éléments moteurs sont des Algériens de la CGT. La CGT a connu la constitution d'une amicale des Algériens pendant la guerre. C'était une amicale qui regroupait des Algériens de différents syndicats sur une base nationale pour la conquête de l'indépendance. Ils se refusaient à former un syndicat algérien dans la mesure où ils étaient exploités en France au côté d'ouvriers français, ils étaient partie prenante de la classe ouvrière française. Mais comme ils avaient des revendications spécifiques en tant qu'Algériens, ils avaient constitué une organisation pendant toute la guerre d'Algérie. Cela se retrouvait pendant la guerre d'Algérie et, après, dans des formes différentes. C'est quand même assez riche une entreprise. On ne peut pas simplifier en disant toujours staliniens, calotins. C'est compliqué.

La CGT laisse les étudiants à la porte

Les étudiants, ces distributeurs de tracts n'avaient qu'une idée : essayer de rejoindre le combat de la classe ouvrière.

Toutes les portes de l'usine étaient obstruées pour éviter les circulations de véhicules. Il n'y avait qu'une petite porte place Nationale où il fallait montrer sa carte d'usine pour entrer le premier jour de la grève et il y avait tout un service d'ordre. Je me souviens d'un membre du comité exécutif qui a dit : « L'ordre du comité exécutif est : pas de sortie auprès des étudiants. » Ils étaient sur la place Nationale. Avec quelques copains, on a dit : « Enfin, quand même, pourquoi ? Il n'y a aucune raison. » « C'est l'ordre du comité exécutif. » Avec quelques-uns, on est sorti, on est allés dans un bistrot et là j'ai eu une discussion avec Jacques Sauvageot et, comme par hasard, a été soulevée la question de l'autogestion. Ces discussions, je les ai eues avec les Yougoslaves en 50 et avec les Algériens sur le domaine Borgeaud. Je pensais que l'autogestion était un processus nécessaire, mais qui ne pouvait se faire qu'avec sa généralisation. Sans cela, on arrive à des formes de coopératives dites « ouvrières » dans un monde capitaliste. J'ai donc dit à Sauvageot que j'étais pour l'autogestion, mais que ce n'était pas exactement le mot d'ordre qui convenait à l'heure actuelle. La question du pouvoir, la question de la succession du gaullisme va se poser et, à ce moment-là, la nature du changement politique posera le problème de l'autogestion. C'est-à-dire la libre disposition des travailleurs de leur outil de travail dans le cadre d'un plan qui fait l'unité de tous les travailleurs et qui donne aux partis, aux syndicats, aux coopératives leurs rôles respectifs, mais qui laisse les travailleurs

15

détenteurs de la décision dans leur lieu de travail.

Les syndicats verrouillent-ils les usines pour que la rencontre avec les étudiants ne se fasse pas ?

Là-dessus, je dirais qu'il faut être nuancé. Depuis 36, l'occupation de l'usine nécessitait quand même l'entretien des machines pour éviter que tout se dégrade. C'était la responsabilité des travailleurs. Il y a cette tendance naturelle des travailleurs, qui est acceptée : on ne fait pas le bordel. On ne va pas faire n'importe quoi. Le fait d'introduire des gens à l'intérieur de l'entreprise est une responsabilité : « Ils ont foutu des barricades dans Paris, il faut quand même maîtriser cela. » La fraction politique considère que : « Attention, contact avec les étudiants = rupture totale », mais aux portes, à travers les grilles qui barraient la rue sur les quais de la Seine, tous les gens discutent avec les étudiants. Il y a cet aspect dont il faut tenir compte et qui est peut-être un réflexe conservateur, mais qui n'est pas totalement absent du sens de la responsabilité. Je dis cela pour éviter toute interprétation : « Les staliniens sont en train de s'opposer... » Ce n'est quand même pas quelque chose d'aussi clair. Une majorité disait, en effet, qu'on pouvait agir en solidarité avec les étudiants, mais qu'il n'était pas question de les faire entrer dans l'usine.

Vous êtes donc convoqués par les patrons de la CGT Renault.

Il y avait des drapeaux dans toute l'usine. En général, c'était le drapeau tricolore, le caractère national. Or, il y a eu des réactions ouvrières à l'imposition de ce drapeau. Il y a un département, le 57, où il y avait des copains ouvriers gauchistes qui ont refusé le drapeau tricolore et ont voulu mettre le drapeau rouge. C'est une grève ouvrière. C'est une initiative. Les gens s'en

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

foutent de la couleur. On n'en fait pas un objet polémique. Mais là où il y a des gens qui ont une pensée un petit peu différente, qui prennent une initiative... De la même façon, la reprise du travail s'est faite avec une forte minorité de gens qui voulaient poursuivre la grève. Dans l'usine, il y avait juste les militants, les autres c'était les vacances. Mais quand il y a eu le vote pour la reprise du travail, tous ceux qui étaient en dehors de l'usine, qui étaient d'accord avec la grève, mais qui étaient partis en vacances sont venus voter. Il y a des copains qui disaient qu'on ne devait donner la parole qu'à ceux qui avaient mené la grève. Les autres basculant d'un côté ou de l'autre, suivant le rapport de force. Il y a toutes sortes de discussions qui se mènent autour de ces problèmes-là. Il y a une résistance.

Le comité exécutif de mon syndicat s'est réuni pour définir notre position par rapport à la grève. Il était déjà acquis que la grève se terminait. On était au mois de juin. Tout le monde avait repris un peu partout. On a dit : « C'est classé. » Notre syndicat a dit que l'on serait libre de discuter et de voter, mais j'ai posé la question à tous les membres du comité exécutif après la grève. À part les deux qui étaient du PC et qui ont voté pour la reprise du travail, tous les autres, bien que l'on sortait un tract pour la reprise du travail, avaient voté contre. Chez les militants, il y a toujours une résistance, une exigence plus grande que chez les gens en général. 17

Quand il y a eu les négociations, qui ne sont pas des négociations, le constat de Grenelle, comme il est dit, Benoît Frachon est venu s'exprimer à l'usine. Honnêtement, le constat de Grenelle n'apportait pas suffisamment de satisfactions aux personnels de Renault. Par exemple, alors que le SMIG était revalorisé de 30 ou 40 %, c'était un acquis sur un salaire, mais un salaire minimum qui était déjà largement dépassé. Chez Renault, nous avons, grosso modo, 4 % par an. Grenelle,

c'était 10 %, mais étalés. Or, avec l'inflation qui a surgi, les militants pensaient que l'année d'après on se retrouverait « Gros-Jean comme devant » avec la hausse des prix. Il y avait ce sentiment critique. Il y a eu cette levée de boucliers largement spontanée des ouvriers qui ont dit qu'ils n'acceptaient pas le constat de Grenelle. C'est pourquoi la grève s'est prolongée jusqu'au mois de juin. La CGT, la CFDT ont dit : « Ce n'est qu'un constat, vous le refusez, donc on continue la grève. »

À la suite de cela, la CGT a considéré, je pense, que ce mouvement avait été suscité par les gauchistes dans cette usine. Un pompier nous désigne comme ayant été ceux qui ont hurlé contre Séguy pendant sa prise de parole. Nous sommes convoqués par Aimé Halbeher, le secrétaire du syndicat, qui nous dit que nous sommes accusés d'avoir pris l'initiative et la tête... Clara, ma compagne, et moi avons levé la main contre la reprise du travail, mais nous ne sommes pas de ceux qui ont crié : « Frachon, trahison. » Ce sont les ouvriers qui se sont exprimés, mais nous ne sommes ni les initiateurs, ni les porte-parole. L'accusateur était là. Je lui dis que c'est ridicule, que je suis son délégué depuis des années. « Comment peux-tu oser dire cela ? » Il était muet. Il y a comme ça la chasse aux gauchistes.

« Gauchistes » contre syndicats

Par la suite, il y a eu des grèves qui se sont déclenchées dans l'usine. Il y avait une agitation constante chez Renault. Il n'y avait pas une journée sans qu'il y ait une grève quelque part. Il y avait des gens de la CGT dans l'île qui avaient déclenché la grève d'immobilisation de chaîne et qui se sont retrouvés en opposition avec le syndicat. Pour des raisons, d'ailleurs :

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

« Ce n'est pas le moment, etc. » Ils étaient d'étiquette extrême gauche ou LO ou maos, et revendiqués comme tels dans l'usine. Halbeher nous dit : « Je n'ai rien contre les gauchistes, je te connais. » On m'avait accusé d'être un espion de la CIA. Les chiens aboient, la caravane passe. Il y avait ce sentiment très dur. Je connais un camarade de la CGT qui travaillait sur les presses dans l'île Seguin qui m'a dit qu'il allait démissionner de l'usine parce qu'on lui avait reproché d'acheter *Le Monde* pendant la grève et parce qu'il était au PC et qu'il était en désaccord avec le Parti sur les événements de 68 ; ils n'arrêtaient pas, à longueur de journée, il ne pouvait même plus travailler. Les délégués lui disaient : « Salaud, tu es une ordure. » Il faut comprendre cela. Il y a des pressions énormes.

Avec l'entrée des maos, il y a des gens, certains diraient des excités, d'autres des agents provocateurs, qui pensaient qu'il fallait faire quelque chose, que la CGT, c'était de la collaboration de classe. Ils ont constitué des comités de lutte qui avaient essentiellement pour fonction de lutter contre la petite hiérarchie, le contremaître ou le chef d'atelier. Quand les militants maos foutent un pot de peinture sur la gueule d'un contremaître, il y a une certaine sympathie, parce que les gens disent que c'est bien fait pour sa gueule. J'ai des copains algériens et portugais qui étaient dans les comités de lutte parce qu'ils étaient contre la CGT, du temps où eux avaient été des militants nationalistes. Mais le jour où les maos se sont engagés dans la pratique du sabotage, ils ont dit que c'était de la connerie. Si on est capable d'immobiliser l'usine, pourquoi on saboterait ? C'est à nous de prendre l'usine. Ils ont laissé tomber ce comité de lutte, cette fraction jusqu'au-boutiste. Et puis, les établis ne sont pas restés. Certains ont été foutus à la porte, y compris avec l'appui des syndicats. Et puis, petit à petit, on s'épuise, un établi, c'est très rare qu'il reste, surtout

quand on sort de l'École normale supérieure. Je connais des camarades à sympathie mao. J'ai même connu des pro-Albanais de l'usine qui sont toujours à l'heure actuelle sur un courant et qui ont une revue, la revue *Partisans*. Il y a tout dans cette usine. J'aurais aimé que toutes les tendances puissent s'exprimer et former une alternative, mais cela n'a pas été possible.

Et puis il y a eu la mort d'Overney. Comment est-ce vécu à l'intérieur ?

L'affaire Overney est liée à certains de ces aspects. D'abord, avec les événements de 68, le chef de la sécurité chez Renault... Il y a des anciens ouvriers accidentés qui ont un taux d'invalidité donné et deviennent gardiens d'usine, gardes-vestiaires. Ils sont majoritairement à la CGT. Mais il y a aussi « la volante », comme on dit, qui contrôle les gens. C'est déjà une sélection un peu particulière. Et puis il y a le côté politique, le chef de la sécurité. Par exemple, pendant la guerre d'Algérie, on a dû mettre des photos sur les cartes d'usine. C'était un moyen de vérification supplémentaire. Pendant une période, c'était un ancien commissaire de Paris qui était nommé chef de la sécurité. Il collectionne les tracts. Ils ont des indicateurs et des provocateurs à l'intérieur des formations syndicales. Ce sont des gens qui ne sont pas spécifiquement engagés, mais qui sont là pour faire des rapports. Ça existe partout. On est une société truffée d'informateurs. Pendant la guerre d'Algérie, on s'est aperçus de liaisons avec la DST pour arrêter des Algériens à l'usine. Cela supposait une intervention de la direction générale avec des gens dans les ateliers – d'extrême droite, pour simplifier. J'ai eu l'occasion de participer à l'empêchement de l'arrestation d'un Algérien. Malgré les démarches faites auprès du directeur des services sociaux par un membre CFDT du conseil d'administration de la Régie, la direction avait répondu

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

qu'elle ne pouvait rien faire et que c'était à nous de prendre nos dispositions pour empêcher l'arrestation.

Et Tramoni ?

Il y a, à ce moment-là, dans l'usine, la reprise en main depuis 68. Le directeur des fabrications a commencé à organiser son personnel dans les ateliers sous la forme de commandos pour s'opposer à des grèves. À l'époque, ça éclate de partout. Il peut y avoir un mouvement de grève sur une chaîne. Pour lutter contre ça, d'une part, les syndicats disent que pour mener une grève il faut que ça soit toute la chaîne et qu'il faut réunir tout le personnel. D'autre part, les chefs d'ateliers, contremaîtres et chefs d'équipe organisent des commandos pour faire le coup de poing. Les maos, les établis ne maîtrisent pas ces questions-là. Évidemment, dès que la maîtrise arrive, il y a aussi une solidarité qui se fait de la part d'autres ouvriers disant : « Je ne suis pas d'accord avec le débrayage ou je n'en ai rien à foutre, mais ce n'est pas pour autant que j'accepterais que le chef 21 d'équipe vienne s'y opposer. » C'est très difficile. Les syndicats sont partagés devant ces actions, je dirais « minoritaires », même si elles reposent sur quelque chose de fondamental. Cela crée un climat difficile et ça n'embraye pas sur un débrayage généralisé, ça ne s'étend pas. C'est la différence avec 68, où les choses se répandent toutes seules. Alors là, l'action de la maîtrise est de même nature que l'action de la police dans des cas semblables. C'est là qu'il y a une série d'affrontements. Avec les maos, il y a les établis mais aussi des ouvriers combattifs, révolutionnaires. C'est le cas d'Overney, je pense. Tout cela se traduit par des distributions de tracts. Renault est une ville énorme et il y a les changements d'équipe. En général, c'est à la prise du travail, le matin à 5 h 30-6 h, que se font les distributions de tracts, et puis à 14 h au moment où se croisent

les deux équipes. Les militants PC de la CGT – parce qu’il y a des gens qui sont purement CGT sans être au PC – ne font rien pour faciliter la distribution des tracts agitateurs, et puis il y a la maîtrise et les gardiens qui sont là pour empêcher qu’on les distribue. Un de ces gardiens, Trameni, se considère menacé par ces groupes gauchistes qui protègent les distributeurs de tracts. Overney est ouvrier dans l’usine, mais il est copain avec... Je n’étais pas témoin. Cela a pris des proportions : « Laissez-les distribuer. Vous n’avez pas à intervenir. » Et ce type était quand même armé, il a sorti son revolver et il a tiré. Il a tué Overney. Évidemment, il y a toujours cette solidarité ouvrière qui s’exprime. Il y a toujours le respect à l’égard de la mort. Il était donc difficile pour les militants du PC de dire que c’était un provocateur qui avait été tué. L’un dans l’autre, l’assassinat d’Overney est condamné indépendamment de ce que les uns et les autres peuvent penser.

22 Impuissance et ambiguïté de la CGT

En matière de lutte sociale, Renault-Billancourt occupe une place phare, mais, suite à une réorganisation de l’usine, Renault va perdre, dans un temps assez court, cette place au profit des cheminots. La puissance symbolique que représentait Renault va se dissoudre. Comment cela s’est-il déroulé de l’intérieur ?

D’une part, Renault a eu jusqu’à quarante-deux mille ouvriers. C’est une ville plus grande que Chartres à l’époque. Pour aller d’un bout à l’autre de l’usine, il faut une bicyclette. À pied, il faut vingt minutes, une demi-heure pour aller de la place Nationale au fond de l’île Seguin. Quand tout est concentré à

“une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”

Billancourt, c'est vrai que « quand Billancourt s'enrhume, la France tousse ». La stratégie générale de la direction a porté sur la tentative de dégonfler Billancourt parce qu'une concentration ouvrière est un ferment constant et une force, une forteresse ouvrière. C'est l'aspect politique. Et puis, il y a l'aspect purement technique. L'histoire de Renault est l'histoire d'une industrie concentrée à Billancourt, où l'on fabrique tout, jusqu'au pneumatique. Il y a donc un processus général pour se débarrasser de productions qui sont décentralisées ailleurs. On commence par le caoutchouc, puis les industries polluantes, fonderie, forge, le décolletage qui est décentralisé à Clichy. Le but ultime qu'on retrouve partout aujourd'hui est d'avoir la conception et l'élaboration centralisées, mais tout le reste sous-traité, y compris dans d'autres pays.

Il y a une résistance à ce phénomène. On avait empêché la fermeture ou l'arrêt de telle machine dans tel atelier. Chez les professionnels, il y avait une grande tradition syndicale et ils avaient le sentiment que, peu à peu, l'usine allait disparaître. En même temps, ils disaient que Renault devait vivre, se mod- 23
erniser. La CGT avait pour mot d'ordre : « Il faut moderniser les fonderies. Il faut maintenir Billancourt. » En 81, il y a eu le projet du nouveau Renault. Ils ont construit un seul bâtiment au pont de Sèvre qui devait abriter un atelier de cent cinquante ou deux cents personnes. Des ouvriers hautement qualifiés pour ce qu'on appelait le « modelage métal ». C'était moderne, mais c'est la seule chose qui s'est faite. C'était l'époque 81, Mitterrand. « On va moderniser. Renault doit rester à Billancourt. » Des militants un peu plus lucides disaient qu'on n'arrêterait pas de remporter des victoires parce que le syndicat sortait des tracts « On a gagné », mais qu'on perdait la guerre. Au bout du compte, un vieux copain du PC, avant que l'usine ne soit foutue, m'a dit qu'il voulait m'enregistrer avec des copains algériens sur une période de l'histoire. Je lui demande

pourquoi et il me répond que tout va foutre le camp et qu'il voudrait recueillir les mémoires de tout le monde. Il était conscient de ce qu'allait devenir Renault. Dans ce processus, ils ont commencé par Flins, mais ils sont arrivés jusqu'à plus de vingt mille ouvriers. Maintenant, c'est retombé à huit mille ou dix mille. Puis, ils ont construit au Havre, à Douai avec, à chaque fois, une réorganisation pour reprendre en main.

Est-ce que l'on peut dire que Renault est une sorte d'école ?

24 Un lieu de formation syndicalo-politique extraordinaire. J'ai vu des gens qui ont fait une carrière de ministre à l'étranger et qui n'étaient que des ouvriers OS chez Renault. Pareil avec les Portugais. Quand il y a eu la révolution, j'avais un copain de l'usine qui avait été pris à la frontière avec des armes en allant en vacances au Portugal. Il a été emprisonné. Je me suis occupé de sa femme et de ses enfants, avec d'autres Portugais, pour leur permettre de vivre. Il a été libéré et, quand il est revenu, il n'a pas pu se faire réembaucher à l'usine parce qu'il avait une étiquette. Il est reparti au Portugal dès 75 et y a repris une activité militante. C'était un guevaro-révolutionnaire. On était en action directe aux côtés des travailleurs vietnamiens se révoltant contre la France quand ils manifestaient dans les camps. Ils étaient emprisonnés depuis la défaite de 40. Et les difficultés qu'ils ont eues pour rentrer dans leur pays, alors qu'on envoyait des troupes. Je les ai vus rentrer chez Renault, tous ces copains. Il y avait même des trotskistes vietnamiens, nés dans les camps en France, qui travaillaient chez Renault. Les seuls avec qui je pouvais parler étaient ceux qui parlaient français. Ils étaient de l'Association des travailleurs vietnamiens. Quand on part à 20 ans en 39 pour défendre la mère patrie et puis qu'on se retrouve en 54, quinze ans après, dans

“une vie politique intense à l'intérieur de l'usine”

l'impossibilité de retourner dans son pays, avec peut-être la famille qui est morte... Avec les Algériens, c'est pareil. Belkaïd a été assassiné en 95. Il était devenu ministre et c'était un ancien ouvrier de chez Renault. D'autres sont devenus avocats des syndicats algériens, comme l'ancien délégué des forges. D'autres sont devenus préfets. J'ai vécu cette période de libération du monde, de 44 jusqu'à la fin des indépendances, et la naissance de ce que l'on appelait le « tiers-monde » autrefois. Ce sont les périodes les plus fécondes de ma vie. Dix-huit ans de ma vie quand même. Ce qui fait que maintenant, je me suis réfugié sur le territoire national et je ne suis que témoin après avoir été en partie acteur.



“une vie politique intense à l’intérieur de l’usine”